



# **Construction du bâtiment D2**

**ONERA - PALAISEAU**

## **NOTICE D'ORGANISATION DE CHANTIER**

1171 0492

Construction des bâtiments D2

ONERA - PALAISEAU  
Notice d’organisation de chantier

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
D	Mise à jour pour l’appel à candidature	RCN	JMU	16/04/2025
C	Mise à jour PRO	RCN	JMU	20/02/2025
B	Mise à jour APD	RCN	JMU	26/08/24
A	Première diffusion	JMU	JMU	02/05/2024
ARTELIA - BPO				

16, rue Simone Veil  
93 400 Saint-Ouen-sur-Seine

## Sommaire

1.	PRÉSENTATION DU PROJET.....	4
1.1.	PREAMBULE .....	4
1.2.	PRESENTATION DU PROJET .....	4
1.3.	ALLOTISSEMENT .....	5
2.	GÉNÉRALITÉS .....	5
2.1.	HORAIRES DE CHANTIER.....	5
2.2.	CONTRAINTES DE SITE .....	6
2.2.1.	CONTRAINTES GÉNÉRALES.....	6
2.2.2.	CONTRAINTES D'EXPLOITATION .....	6
2.2.3.	CONTRAINTES CHANTIERS CONCOMITANTS .....	7
2.2.4.	CONTRAINTES AVOISINANTES .....	7
2.2.5.	AUTRES CONTRAINTES.....	8
2.3.	CONSTATS D'HUISSIER .....	9
2.4.	HYGIENE, SECURITE ET SANTE SUR LE CHANTIER.....	9
2.4.1.	PROTECTIONS INDIVIDUELLES .....	9
2.4.2.	PROTECTIONS COLLECTIVES .....	9
2.4.3.	SÉCURITÉ INCENDIE .....	10
2.4.4.	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX .....	11
2.4.5.	MOYENS DE SECOURS.....	11
2.4.6.	LIVRET D'ACCUEIL .....	11
2.5.	PHASAGE DES TRAVAUX.....	11
3.	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	12
3.1.	PRINCIPE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	12
3.2.	EMPRISE DE CHANTIER.....	12
3.3.	PANNEAUX DE CHANTIER ET AFFICHAGE REGLEMENTAIRE .....	12
3.4.	OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVE .....	12
3.4.1.	PRISE DE POSSESSION DES LIEUX .....	12
3.4.2.	RESTITUTION EN FIN DE CHANTIER .....	12
3.5.	BASE-VIE.....	13

3.6.	BRANCHEMENTS DE CHANTIER .....	13
3.7.	AIRE DE LIVRAISON ET DE STOCKAGE .....	13
3.8.	MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION .....	13
3.8.1.	MOYENS PROPRES AUX ENTREPRISES.....	13
3.8.2.	INTERFACES AVEC LES AUTRES ZONES .....	14
3.8.3.	GRUES14	
3.9.	ELEVATEURS DE CHANTIER .....	14
3.10.	STATIONNEMENT .....	14
4.	LOGISTIQUE DE CHANTIER .....	14
4.1.	GESTION DU TRAFIC .....	14
4.2.	CONTROLE D'ACCES.....	14
4.3.	GARDIENNAGE .....	14
4.4.	ANTI-INTRUSION PAR ALARME.....	15
4.5.	SIGNALETIQUE DE CHANTIER.....	15
4.6.	GESTION DES DECHETS ET NETTOYAGE DE CHANTIER .....	15
4.6.1.	GÉNÉRALITÉS .....	15
4.6.2.	COLLECTE ET ÉVACUATION DES DÉCHETS .....	15
4.6.3.	NETTOYAGE DES CAMIONS .....	16
4.6.4.	NETTOYAGE DES ABORDS .....	16
4.6.5.	NETTOYAGE DE CHANTIER .....	16
4.6.6.	NETTOYAGE DE LA BASE-VIE .....	16
4.6.7.	NETTOYAGE AVANT OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION (OPR).....	16
4.6.8.	NETTOYAGE AVANT LA RÉCEPTION DES TRAVAUX .....	16
5.	DIVERS.....	17
5.1.	RESPONSABILITE DES ENTREPRISES, PROTECTION DES OUVRAGES REALISES .....	17
5.2.	DETERIORATIONS ET VOLS .....	17

## 1. PRESENTATION DU PROJET

### 1.1. PREAMBULE

L'ONERA - Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales - est aujourd'hui implanté en Ile-de-France, sur trois sites : Châtillon, Meudon et Palaiseau.

La politique immobilière actuelle de l'ONERA envisage un projet de regroupement des activités de Châtillon et Meudon sur le site de Palaiseau. Ce projet, nommé « Programme de Relogement Immobiliers des Sites et de Modernisation des Emprises » (PRISME), s'articule autour de la vente des centres de Meudon et Châtillon et le transfert des activités vers Palaiseau, où des travaux de construction et de remise en état du site seront nécessaires.

### 1.2. PRESENTATION DU PROJET

Dans le cadre du projet PRISME et plus spécifiquement pour le projet D2, il est prévu la construction d'un bâtiment au sud du site de Palaiseau.

Le bâtiment D2 est constitué d'une aile tertiaire à l'Ouest et d'une aile laboratoires à l'Est.

A terme, le bâtiment est destiné à accueillir les départements scientifiques DPHY et DOTA de l'ONERA.

### 1.3. ALLOTISSEMENT (PROVISOIRE)

La dévolution du marché de travaux est prévue en lots séparés :

N° Lot	Désignation des lots	NOM CE	Désignation des corps d'état
01	GROS-ŒUVRE - FONDATIONS - STRUCTURES BOIS ET METALLIQUES – ETANCHEITE	GOE_A	Installation de chantier
			Adaptations au sol / Fondations
			Gros-œuvre
			Structure bois et métallique
		GOE_B	Habillages bois
			Protections solaires
			Chapes et sols coulés
			Étanchéité - Couverture
02	VRD - ESPACES VERTS	VRD	Terrassements - VRD
		ESV	Espaces verts
03	FACADES	FAC	Façades
04	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - STORES	MEX	Menuiseries extérieures
05	CLOISONS SECHES / DOUBLAGES - FAUX-PLAFONDS	CLD	Cloisons sèches et doublages
		FPL	Faux-plafonds
06	CLOISONS ET PLAFONDS MODULAIRES_SALLES PROPRES	CLS	Cloisons - Plafonds_Salles propres
07	SERRURERIE - METALLERIE	SER	Serrurerie - Métallerie
08	MENUISERIES INTERIEURES BOIS - SIGNALÉTIQUE	MIN	Menuiseries intérieures bois
			Signalétique
09	REVETEMENTS DE SOL / MURAUX - PEINTURE	RSD	Revêtements de sols / murs
		PEI	Peinture
10	CVC - PLOMBERIE	CVC_B	Chauffage - Ventilation - Climatisation - Désenfumage_Bâtiment
		CVC_S	Chauffage - Ventilation - Climatisation_Salles propres
		PLB_B	Plomberie - Sanitaires_Bâtiment
		PLB_S	Plomberie_Salles propres
11	APPAREILS ELEVATEURS	ASC	Appareils élévateurs
12	ELECTRICITE	CFO_B	Électricité - courants forts_Bâtiment
		CFO_S	Électricité - courants forts_Salles propres
		CFA	Électricité - courants faibles
13	FLUIDES SPECIAUX	FLS_B	Fluides spéciaux_Bâtiment
		FLS_S	Fluides spéciaux_Salles propres
14	EQUIPEMENTS DE LABORATOIRES	MOB	Équipements de laboratoire

## 2. GENERALITES

### 2.1. HORAIRES DE CHANTIER

Du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00 : horaires d'accès au site des prestataires et livraisons. Cette plage peut être élargie ou diminuée selon les demandes des entreprises et les besoins de la Maîtrise d'Ouvrage.

Sauf dérogations contraires de la Maîtrise d'Ouvrage, les livraisons sur site pourront s'effectuer de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi. Les livraisons devront se faire à l'intérieur de la zone de chantier.

De manière ponctuelle, les horaires pourront être aménagés afin de permettre des travaux (y compris livraisons) pendant la nuit et les week-ends (dérogations à discuter auprès de DSPI / DCPA et Maîtrise d'Ouvrage + modalités de demande).

En aucun cas, les entreprises ne pourront justifier d'un quelconque retard dans leurs interventions pour cause de plage horaire non extensible.

## **2.2. CONTRAINTES DE SITE**

### **2.2.1. Contraintes générales**

#### **2.2.1.1. Chantier clos et indépendant**

D2 est un chantier clos et indépendant : clos par une clôture délimitant physiquement son emprise chantier et indépendant par ses accès indépendants du Centre ONERA de Palaiseau.

Les entreprises devront rester à l'intérieur de l'emprise du chantier D2 et ne pas rentrer dans le Centre de l'ONERA sauf pour des interventions ponctuelles nécessitant d'accéder à l'intérieur du Centre auquel cas, l'entreprise titulaire du lot en fera la demande auprès de la MOA en respectant les modalités qui lui seront précisées.

#### **2.2.1.2. Régimes juridiques**

Deux statuts juridiques s'imposent à l'ONERA :

- Un statut ZP (Zone Protégée) qui répond à l'instruction ministérielle 13100 ;
- Un statut ZRR (Zone à Régime Restrictif) qui répond à l'instruction ministérielle 295.

Ces statuts impliquent des autorisations d'accès spécifiques à savoir :

- Sécurisation des accès (entrée par badge) ;
- Unicité de passage ;
- Obligation d'effectuer une demande d'accès pour toute entrée sur site (pour les visiteurs et prestataires extérieurs).

### **2.2.2. Contraintes d'exploitation**

#### **2.2.2.1. Accès et flux exploitation : véhicules personnels et piétons de l'ONERA**

Les accès et flux d'exploitation seront à maintenir pendant toute la durée du chantier.

Les bâtiments D1a et D1b sont en exploitation durant toute la durée du chantier D2.

Les accès pour l'approvisionnement de D1a et D1b se feront en traversant le chantier D2, l'ONERA préviendra une semaine à l'avance pour les livraisons de ces deux bâtiments et communiquera auprès des intervenants du chantier sur les fréquences de livraison.

A cet effet, les entreprises devront assurer la propreté et l'état des voies de circulation à chaque instant du chantier. Les stationnements ainsi que le stockage sur les voiries sont proscrits pour quelque motif que ce soit.

#### **2.2.2.2. Circulation des pompiers internes au site ONERA**

Une équipe de pompiers interne est présente sur le site de l'ONERA de Palaiseau 24h/24.

En cas d'incendie ou d'exercice, la configuration du site ONERA impose aux pompiers de traverser le chantier en empruntant la voirie appelée « Ring ».

A cet effet, les entreprises devront assurer la propreté et l'état des voies de circulation à chaque instant du chantier. Les stationnements ainsi que le stockage sur les voiries sont proscrits pour quelque motif que ce soit.

#### **2.2.2.3. Ouvrage d'assainissement A25**

Un ouvrage d'assainissement est enterré au Nord du chantier D2.

Quel que soit la phase de travaux, les entreprises veilleront à ne pas entraver l'accès au regard pour permettre l'exploitation de cet ouvrage par l'exploitant.

#### **2.2.2.4. Remorque DEMR**

Le département scientifique DEMR de l'ONERA possède une remorque équipée d'instruments de mesures optiques.

Pour les besoins d'expérimentations de l'ONERA, les entreprises veilleront à ne pas obstruer l'angle de visée de la remorque DEMR en privilégiant des installations de chantier de hauteur basse (grue mobile avec un faible angle horizontal, surface base-vie par niveau plus importante afin d'éviter un empilement des cantonnements...).

### **2.2.3. Contraintes chantiers concomitantes**

Durant les travaux de D2, une période de coactivité est à envisager avec les autres projets du programme PRISME.

La circulation de véhicules de gabarit exceptionnel dans l'emprise du chantier D2 est à prévoir.

A cet effet, les entreprises devront assurer la propreté et l'état des voies de circulation à chaque instant du chantier. Les stationnements ainsi que le stockage sur les voiries sont proscrits pour quelque motif que ce soit.

### **2.2.4. Contraintes avoisinantes**

#### **2.2.4.1. Ecoquartier et voisinage**

Au nord du site de l'ONERA se trouve l'écoquartier Camille Claudel. Au sud du site à proximité directe de l'emprise chantier se trouvent des quartiers d'habitation.

L'Entreprise veillera à prendre les précautions nécessaires afin de ne pas perturber la vie du quartier :

- Lavage des roues de véhicules avant la sortie sur le Chemin de la Vauve aux Granges ;
- Interdiction de stationner dans l'écoquartier ;
- Limiter les nuisances sonores et les interdire le WE et jours fériés ;
- Eviter la propagation de poussières ou matières pulvérulentes.

#### **2.2.4.2. Piste cyclable**

Une piste cyclable longe le Sud et l'Est du site de Palaiseau.

La sécurité des cyclistes est à assurer durant toute la durée du chantier.

Le stationnement sauvage sur les pistes cyclables pourra entraîner une intervention de la municipalité de Palaiseau. Le Maître d'Ouvrage se réserve aussi d'intervenir même si les nuisances n'étaient pas dans l'enceinte même du chantier mais à proximité de celle-ci.

Toute intervention particulière devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la MOE et de l'OPC.

## 2.2.5. Autres contraintes

### 2.2.5.1. Abattage - Elagage des arbres

L'abattage des arbres est soumis à une réglementation municipale sur les zones EBC. L'Entreprise en charge de l'abattage des arbres préparera les autorisations administratives nécessaires.

Elle se rapprochera de l'ONERA pour effectuer la demande d'autorisation administrative de coupe de bois.

### 2.2.5.2. Nuisances sonores

Le site de Palaiseau de l'ONERA est un site occupé, à ce titre, il est demandé aux entrepreneurs, de mettre tout en œuvre pour limiter au maximum, les nuisances sur site. Les entreprises prendront en charge les réclamations et plaintes du voisinage. Les travaux bruyants ne pourront démarrer avant 8h00 du matin.

L'ONERA pourra exiger la mise en place de capteurs et enregistreurs de bruits. Les relevés devront alors être transmis à la MOE de manière hebdomadaire (relevé initial à réaliser). Se référer à la **Charte Chantier Propre**.

### 2.2.5.3. Nuisances vibratoires

Les bâtiments scientifiques de l'ONERA abritent des expériences scientifiques sensibles aux perturbations extérieures (bruits et vibrations).

A ce titre, toute intervention pouvant provoquer une gêne pour le bon fonctionnement du site de l'ONERA (bruits, vibrations) fera l'objet d'un planning des nuisances vibratoires ou sonores. Ce planning sera à diffuser une semaine en amont au MOA / MOE / OPC. Se référer à la **Charte Chantier Propre**.

### 2.2.5.4. Emissions de poussières

Durant les travaux et plus particulièrement lors des démolitions, à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments, chaque entreprise devra prendre toutes les dispositions de nature à éviter l'émission et la dispersion de poussière dans l'air (bâchage des bennes et des stocks de matériaux pulvérulents, utilisation d'appareils munis de dispositifs assurant le captage des poussières à la source, utilisation d'aspirateurs, confinement des zones de travaux, arrosage ponctuel, brumisateurs, etc...).

### 2.2.5.5. Circulation sur la voirie ONERA

Tout véhicule accédant au site devra être immatriculé et assuré et tout conducteur devra être titulaire du permis de conduire.

Sous-réserve des études de sol pour déterminer la capacité portante maximale admissible par la voirie ONERA.

Sauf dérogations, la circulation des véhicules au sein du site de l'ONERA se feront en respectant le code de la route.

La vitesse limite autorisée est de 30 km / h.

La circulation au sein du chantier clos et indépendant se fera par l'entrée au Sud du site.

#### 2.2.5.6. Zone d'attente des véhicules chantier

Il est formellement interdit d'utiliser les espaces avoisinants du site en tant que zone d'attente des véhicules de chantier.

### 2.3. CONSTATS D'HUISSIER

Le titulaire du lot Gros-Œuvre aura à sa charge l'organisation d'un constat d'huissier avant et après travaux, en présence du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre. Ce constat portera sur :

- Les abords des futurs ouvrages réalisés et notamment sur l'état des ouvrages environnants existants : voirie centrale et toutes constructions existantes avant l'intervention de l'Entreprise.
- L'Entreprise veillera à réaliser le présent constat sur l'ensemble des points de son domaine d'intervention et tout autre point qu'il jugera nécessaire.

### 2.4. HYGIENE, SECURITE ET SANTE SUR LE CHANTIER

Les Entreprises sont tenues de se conformer aux réglementations en vigueur concernant l'hygiène, la sécurité du travail et la protection de la santé, et notamment :

- Le code du travail ;
- Tous les décrets, circulaires, instructions, recommandations et dispositions générales, relatifs à l'hygiène et la sécurité du travail ;
- Les demandes de l'inspection du travail et du CSPS.

L'attention des Entreprises est attirée sur le fait que toutes les prestations nécessaires à l'hygiène, à la sécurité des travaux et à l'entretien ultérieur, demandées dans le PGC et le DIUO, sont implicitement dues au titre de leur marché, même dans le cas où celles-ci ne soient pas décrétées dans le présent document.

#### 2.4.1. Protections individuelles

Toutes les personnes se trouvant sur le chantier (y compris tous visiteurs) doivent obligatoirement être équipées des protections individuelles nécessaires selon les travaux accomplis, soit au minimum de casques, de chaussures de sécurité et de gilets réfléchissants conformes à la normalisation en vigueur.

L'Entrepreneur prévoira des EPI pour 10 visiteurs (casques, chaussures de sécurité, gilets réfléchissants...).

#### 2.4.2. Protections collectives

Les entreprises se référeront au PGC établi par le coordonnateur SPS. En cas de préconisations contradictoires avec le présent document, les prescriptions du PGC prévaudront.

Il est de la responsabilité des Entreprises de mettre en place, selon nécessité, les protections collectives correspondant à leurs ouvrages ou créant un risque vis-à-vis des travailleurs, ainsi que de leurs maintenances tant que le risque subsiste.

Lorsque les Entreprises interviennent sur une zone où une protection collective est en place, elles auront à leur charge et devront assurer si nécessaire la modification, le déplacement ou la remise en place de cette protection.

Il est rappelé que la mise en place ou la modification d'une protection collective doit se faire en sécurité, c'est-à-dire préférentiellement avec une protection collective nouvelle et, à minima, avec une protection individuelle appropriée.

Les échafaudages, et d'une manière générale, le matériel d'accès, de protection, de réception de matériaux et plateformes de travail devront être conformes à la réglementation en vigueur, avoir subi les vérifications nécessaires, être utilisés conformément à leur destination et être tenus en bon état d'entretien et de fonctionnement. Ils devront toujours être porteurs des marquages et affichages réglementaires justifiant de leur conformité et de leur aptitude à l'emploi auquel ils sont destinés. Tout équipement non porteur des marquages en question ou dont ceux-ci ne seront pas lisibles sera immédiatement déposé et mis au rebut à première demande du Maître d'Œuvre, de l'OPC ou du Coordonnateur SPS. Il en sera de même pour tout matériel détérioré ou ne présentant plus toutes les garanties de sécurité.

Les protections collectives devront être conçues et disposées en accord avec le Coordonnateur sécurité pour permettre l'exécution des travaux de l'ensemble des corps d'état sans démontage tant que les protections définitives ne sont pas en place.

Les caractéristiques du support et le mode de fixation devront permettre d'assurer la résistance mécanique nécessaire.

L'ensemble des trémies et réservations existantes ou à créer dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (potelets, lisse à 1m, sous-lisse à mi-hauteur et plinthes à ras du sol).

Pour les autres réservations, mise en place d'un dispositif d'obturation s'encastant dans le plancher (platelage...). Toute trémie ou trou dans un plancher dont les dimensions permettent le passage d'un objet de 5 cm de diamètre ou plus devra être obturé par un couvercle fixé au sol de telle sorte qu'un outil soit nécessaire à son ouverture.

La découpe du treillis et la modification du dispositif d'obturation sont réalisées par l'Entreprise qui utilise la réservation.

Le démontage ou la dépose d'une protection collective sans remise en état à l'issue de l'intervention sera toujours considéré comme une infraction aux règles de sécurité et pourra, à ce titre, entraîner l'application des pénalités prévues dans les pièces écrites concernées sans mise en demeure préalable. La notion de fin d'intervention s'interprète comme la constatation de l'absence d'activité de l'Entreprise avec présence d'un personnel formé et compétent à l'emplacement de la protection retirée, même pendant une très courte durée.

### **2.4.3. Sécurité incendie**

Les Entreprises assureront, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.

Les Entreprises devront également signaler au CSPS et à la Maîtrise d'Œuvre les zones de travail à risque sous forme de note spécifique.

Toutes les interventions dans l'existant présentant des risques d'incendie devront faire l'objet d'un permis feu journalier auprès du référent incendie du chantier.

Les Entreprises doivent la mise à disposition d'un nombre nécessaire et suffisant d'extincteurs, et ce, dans toutes les zones du chantier (cantonnements, stockages, etc...) et pendant toute la durée des travaux.

Ces extincteurs seront adaptés aux risques (eau, poudre, CO2).

Un plan de ces extincteurs sera établi par l'entreprise de gros-oeuvre et mis à jour régulièrement.

Ce plan sera affiché sur un tableau prévu à cet effet dans les locaux de chantier et transmis au PC sécurité.

#### 2.4.4. Utilisation de produits dangereux

Les Entreprises mettant en œuvre, après avoir obtenu l'accord de la Maîtrise d'Œuvre et du CSPS, des produits inflammables ou dangereux devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place un dispositif de ventilation mécanique, si nécessaire.

A performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité devra être privilégié. Lorsque leur utilisation ne peut être évitée, ils ne seront mis en œuvre qu'avec les protections collectives (balisage de zone) et individuelles (masques, gants, etc...) adaptées à chaque cas.

Les Entreprises mettront à disposition au bureau de chantier les Fiches de Données de Sécurité des produits dangereux avant leurs utilisations.

Aucun stockage à risques ne sera réalisé dans les bâtiments existants ou en construction, ni en pied des bâtiments en exploitation.

#### 2.4.5. Moyens de secours pour le personnel et en cas d'incendie

Les Entreprises se référeront aux demandes spécifiques détaillées dans le PGC établi par le Coordonnateur SPS.

Le bâtiment D2 se situe au sein d'un chantier clos et indépendant, les Entreprises devront recourir à des moyens de secours propres à leur chantier (pompiers externes au site) le cas échéant. Les Entreprises contacteront les intervenants externes et préviendront le poste de sécurité de l'ONERA afin que ces deux derniers puissent se coordonner avant l'arrivée des secours sur le chantier.

#### 2.4.6. Livret d'accueil

Concernant l'accueil des salariés sur le chantier, chaque Entreprise, élaborera et fournira, dans le cadre de la logistique générale de chantier, un livret d'accueil qui sera remis à chaque salarié à son arrivée sur le site. Ce livret comportera toutes les indications utiles sur :

- Présentation du projet, plan de masse projeté, vue perspective projetée ;
- Annuaire pratique du chantier (nom des responsables, n° d'appel de secours et d'urgence), adresses utiles dans le voisinage, etc... ;
- Conduite à tenir en cas d'urgence ou d'accident ;
- Plan général de localisation et d'orientation du chantier (poste de garde, cantonnements, réfectoire, bureau chef de chantier, etc...) ainsi que la numérotation des accès chantier ;
- Horaires de travail du chantier ;
- Repérage des voies d'accès, des transports publics et parcs de stationnements à proximité ;
- Rappel des règles de sécurité, de l'obligation du port des EPI et des sanctions applicables en cas de non-respect des règles établies (expulsion immédiate du chantier en cas de non-respect des règles de sécurité et de non-port des EPI) ;
- Rappel de l'obligation du port des badges.

### 2.5. PHASAGE DES TRAVAUX

Pour le bon déroulement de l'opération, des prestations pourront être différées ou réalisées en plusieurs phases du fait, à titre d'exemples :

- De la nécessité de maintenir les accès aux zones exploitées et plus généralement l'exploitation du site, le tout en ne dégradant pas la sécurité des personnes ;
- De la nécessité de maintenir les accès aux autres chantiers au sein du site de l'ONERA ;

- De la présence d'ouvrages provisoires de chantier (grues, installations de chantier) ;
- De la présence de réseaux enterrés à dévier ;
- De la coordination des différentes interventions ;
- De l'introduction de gros matériels.

### **3. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER**

#### **3.1. PRINCIPE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Se référer au Plan de Principe des Installations de Chantier.

#### **3.2. EMPRISE DE CHANTIER**

Les emprises de chantier sont explicitées dans le « Plan de Principe des Installations de Chantier du projet D2 ».

Les emprises chantier sont délimitées par des clôtures. La base vie est accessible sans EPI ou fait l'objet d'un cheminement spécifique aménagé et protégé pour y accéder.

#### **3.3. PANNEAUX DE CHANTIER ET AFFICHAGE REGLEMENTAIRE**

Dès réception de l'ordre de service, l'Entrepreneur devra fournir et mettre en place le panneau de chantier comportant les noms du Maître d'Ouvrage, du groupement de Maîtrise d'Œuvre, de l'OPC, du Contrôleur Technique, du Coordonnateur SPS, des Coordinateurs SSI et les renseignements administratifs prévus par la législation en vigueur.

Les Entreprises devront maintenir en état le panneau de permis de construire pendant toute la durée du chantier.

Se référer aux prescriptions décrites dans le CCTP.

#### **3.4. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET PRIVE**

##### **3.4.1. Prise de possession des lieux**

La prise de possession des lieux et la restitution des espaces mis à disposition aux Entreprises seront réalisées conformément aux plans d'emprise du « Plan de Principe d'Installations de Chantier », selon les modalités décrites dans les Documents Techniques et, le cas échéant, la convention passée avec l'ONERA.

##### **3.4.2. Restitution en fin de chantier**

En fin de chantier ou suivant demande du Maître d'Œuvre, les Entreprises procéderont à l'enlèvement de l'ensemble des installations provisoires de chantier, et notamment, sans que cela soit limitatif :

- Les palissades, les portails de chantier ;
- Les installations électriques et plomberie provisoires ;
- Les panneaux et signalétiques de chantier.

Les Entreprises devront la démolition et l'évacuation de tous les ouvrages ayant servi aux installations communes, y compris éléments de fixation.

Elles procéderont à toutes les interventions et prestations nécessaires à la parfaite remise en état des abords selon le phasage des opérations et avant réception des travaux.

Les Entreprises s'assureront que la remise en état est conforme vis-à-vis du constat huissier fait préalablement aux travaux.

### **3.5. BASE-VIE**

En première approche, l'effectif en pointe a été estimé à nombre à confirmer.

Le lot Gros-Œuvre étudiera et fournira son plan d'aménagement de la base-vie ainsi que sa courbe d'effectif prévisionnel. Ces éléments devront être soumis à la validation de la Maîtrise d'Œuvre et de l'OPC.

### **3.6. BRANCHEMENTS DE CHANTIER**

Les entreprises sont autorisées à se raccorder sur les réseaux existants de l'ONERA (localisation des réseaux existants pour raccordement eau, électricité, évacuation à confirmer). Toutefois, les entreprises devront privilégier l'utilisation du réseau d'eau potable par rapport au réseau d'eau incendie.

### **3.7. AIRE DE LIVRAISON ET DE STOCKAGE**

Les aires de livraison et de stockage sont localisées d'après le « Plan de Principe d'Installations de Chantier ».

Les livraisons à flux tendus seront à privilégier d'autant que possible.

Il est interdit de stocker le matériel et les matériaux en dehors de l'emprise prévue à cet effet.

### **3.8. MOYENS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION**

#### **3.8.1. Moyens propres aux Entreprises**

Les Entreprises devront prévoir tous les moyens de levage et de manutention spécifiques à leurs interventions (nacelle, grue araignée, lève-plaques, etc.) sans que ceux-ci ne soient nécessairement explicités dans le présent document.

Les opérations de levage se feront sous la direction d'un chef de manœuvre désigné au sein de l'entreprise utilisatrice.

Les déplacements des charges à l'horizontal devront être réalisés avec des moyens appropriés type transpalette, chariot, diable et sur des aires de roulement convenablement aménagées.

La mise en place de recettes, treuils, consoles, etc. devra faire l'objet, pour accord, d'un projet détaillé et de l'approbation formelle du Coordonnateur SPS.

### **3.8.2. Interfaces avec les autres zones**

A vérifier bâtiment D-D1

### **3.8.3. Grues**

Demande d'installation à réaliser par l'entreprise.

## **3.9. ELEVATEURS DE CHANTIER**

En cours d'étude.

## **3.10. STATIONNEMENT**

Aucune aire de stationnement n'est prévue pour les entreprises dans l'enceinte du chantier.

# **4. LOGISTIQUE DE CHANTIER**

## **4.1. GESTION DU TRAFIC**

Un homme trafic sera mis en place pendant toute la durée du chantier. Il sera chargé d'assurer les prestations suivantes :

- Surveillance des accès véhicules
- Surveillance des accès piétons
- Création des badges d'accès

## **4.2. CONTROLE D'ACCES**

Le chantier du D2 étant clos et indépendant, il sera prévu l'utilisation d'un unique badge pour entrer dans l'enceinte du chantier et pour accéder à la base-vie.

## **4.3. GARDIENNAGE**

Il n'est pas prévu de gardiennage la nuit et en dehors des horaires de chantier. Les entreprises restent néanmoins responsables de la sauvegarde de leur matériel.

#### 4.4. ANTI-INTRUSION PAR ALARME

Sans objet. Hypothèses : pas de besoins particuliers

#### 4.5. SIGNALÉTIQUE DE CHANTIER

L'Entrepreneur du gros œuvre mettra en place, au titre de son marché et pendant toute la durée du chantier, les affichages réglementaires (chantier interdit au public, port des EPI, etc.) et les éléments de signalétiques de sécurité (IS, téléphone de secours, etc.), d'éclairage nécessaires et des panneaux de circulation.

Il prévoira aussi tous les affichages réglementaires et préventifs concernant la circulation et la sécurité des personnes se trouvant sur le chantier et celles circulant sur les voies à proximité du chantier, selon exigences de la Maîtrise d'Ouvrage.

Cette prestation inclut l'entretien permanent, les modifications suivant l'avancement du chantier, la dépose et l'évacuation du chantier, notamment, il est prévu par l'Entreprise les panneaux suivants :

- Accès aux bureaux, à la salle de réunion, aux cantonnements ;
- Accès aux sanitaires ;
- Accès à la zone chantier, aux zones de tri avec indication de la nature des déchets concernés ;
- Les points de rassemblement, etc...

Ces plans sont régulièrement tenus à jour tout au long du chantier.

À l'entrée du chantier, sur les lieux de passage et à proximité des cantonnements, l'Entrepreneur doit prévoir des panneaux rappelant les consignes de sécurité et les principales exigences relatives au bruit et au tri des déchets.

L'affichage publicitaire est interdit sur l'ensemble du chantier.

#### 4.6. GESTION DES DECHETS ET NETTOYAGE DE CHANTIER

##### 4.6.1. Généralités

La propreté du chantier est un élément fondamental de sécurité et de productivité, c'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, est particulièrement contrôlée par la Maîtrise d'œuvre et l'OPC.

Pour être efficace, la propreté est indissociable de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Le chantier et ses abords doivent être maintenus en permanence dans un état de propreté irréprochable. Tout manquement à cette obligation conduira la Maîtrise d'œuvre et l'OPC à prendre les dispositions suivantes :

- Voir les pénalités mentionnées dans la charte chantier propre

Des constats globaux ou par zone peuvent être organisés à tout moment par la Maîtrise d'œuvre et l'OPC.

##### 4.6.2. Collecte et évacuation des déchets

Pour l'évacuation des gravois, l'Entrepreneur devra mettre en place, à l'intérieur de l'emprise de chantier, les bennes en nombre suffisant pour répondre aux réglementations en vigueur sur le tri-sélectif des déchets.

Leur gestion ainsi que leur évacuation en décharge seront réalisées par les Entreprises. L'emplacement des bennes sera soumis à la Maîtrise d'œuvre, l'OPC et au Coordonnateur SPS pour accord.

En cas de dispersion accidentelle de débris ou emballages en dehors de la zone de chantier, les Entreprises devront procéder sans délais au ramassage de ces débris ou emballages.

Les bordereaux de suivi des déchets de chantier devront être transmis à la Maîtrise d'œuvre à l'issue du traitement des déchets.

#### **4.6.3. Nettoyage des camions**

Les Entreprises installeront dès que possible les matériels nécessaires au nettoyage des camions avant sortie du chantier (aire de lavage ou nettoyeur haute pression, etc...).

#### **4.6.4. Nettoyage des abords**

Les Entreprises veilleront à l'état de propreté des abords du chantier. Elles effectueront un nettoyage quotidien et selon nécessité des voies au droit des entrées et sorties des emprises de chantier.

#### **4.6.5. Nettoyage de chantier**

En application du Code du Travail, les Entreprises doivent garder leurs zones de travail continuellement propre et doivent, en conséquence, évacuer leurs propres déchets jusqu'aux bennes dédiées.

#### **4.6.6. Nettoyage de la base-vie**

Les Entreprises devront assurer à minima un nettoyage quotidien de la base-vie (bureaux, salle de réunion, vestiaires, sanitaires, réfectoire et circulation) ainsi que de ses abords.

#### **4.6.7. Nettoyage avant opérations préalables à la réception (OPR)**

Les Entreprises devront procéder à un nettoyage, suivant les consignes de la Maîtrise d'Œuvre, des zones de chantier concernées avant les Opérations Préalables à la Réception (OPR) et la mise à disposition des locaux au Maître d'Ouvrage.

#### **4.6.8. Nettoyage avant la réception des travaux**

A la fin du chantier, il conviendra de procéder à un nettoyage méticuleux de la zone de chantier livrée au Maître d'Ouvrage. Ces nettoyages fins seront à la charge des Entreprises et auront lieu à chaque libération de zone et le cas échéant, conformément aux dates définies par la Maîtrise d'Œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage en début de chantier.

## **5. DIVERS**

### **5.1. RESPONSABILITE DES ENTREPRISES, PROTECTION DES OUVRAGES REALISES**

Les Entreprises sont tenues pour responsable des ouvrages et prestations compris dans leurs lots et en doit la protection jusqu'à la réception. Ces protections ne seront pas retirées sans accord de la Maîtrise d'Œuvre.

Tous les ouvrages, équipements et accessoires mis en œuvre avec un aspect fini sont efficacement protégés contre les chocs, coups, rayures, salissures, etc... par et aux frais de l'Entreprise les mettant en œuvre.

En cas d'insuffisance ou d'absence de protection, le Maître d'Œuvre demandera, après constat de carence en présence de l'Entreprise, que soient effectuées lesdites protections aux frais de l'Entreprise défaillante.

L'enlèvement de ces protections ainsi que le premier nettoyage en résultant sont assurées par l'Entreprise les ayant réalisées.

### **5.2. DETERIORATIONS ET VOLS**

Chaque Entreprise est responsable des conséquences des vols et dégradations commis par son personnel sur le chantier ou du fait d'interventions de son personnel qui met en péril les ouvrages.

Les Entreprises sont responsables de leurs matériels et matériaux approvisionnés ainsi que de leurs outillages de chantier.

En aucun cas, le Maître d'Ouvrage, ne couvre les frais occasionnés par les détériorations et les vols.